

# ECO

# BUSINESS PME - TPE - STARTUP

06 Septembre 2024

[www.lodj.ma](http://www.lodj.ma)

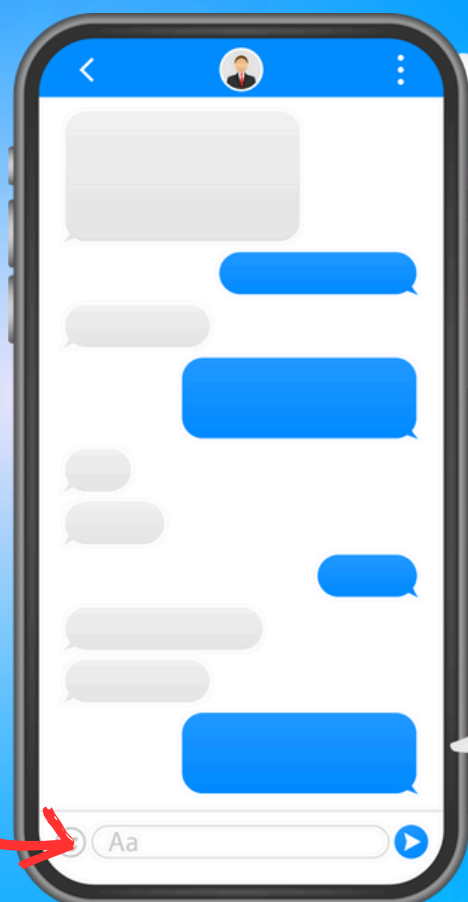


**FREELANCES MAROCAINS, BESOIN D'UN STATUT  
JURIDIQUE ET FISCAL SPÉCIFIQUE**



# L'ODJ .MA CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT  
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR  
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME



# Sommaire

Une lecture nuancée de la croissance économique régionale au Maroc en 2022



Freelances Marocains, besoin d'un Statut Juridique et Fiscal Spécifique



Le centre "Code 212" de l'Université Ibn Tofail : Un modèle de réforme numérique en milieu académique



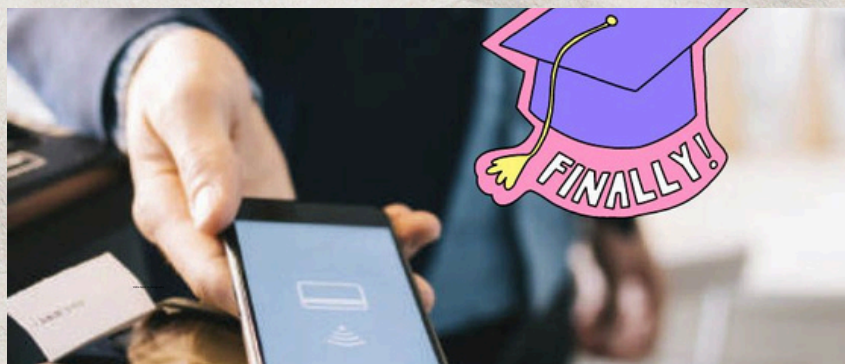
Domage : Stellantis choisit l'Égypte pour produire le Jeep Grand Cherokee L



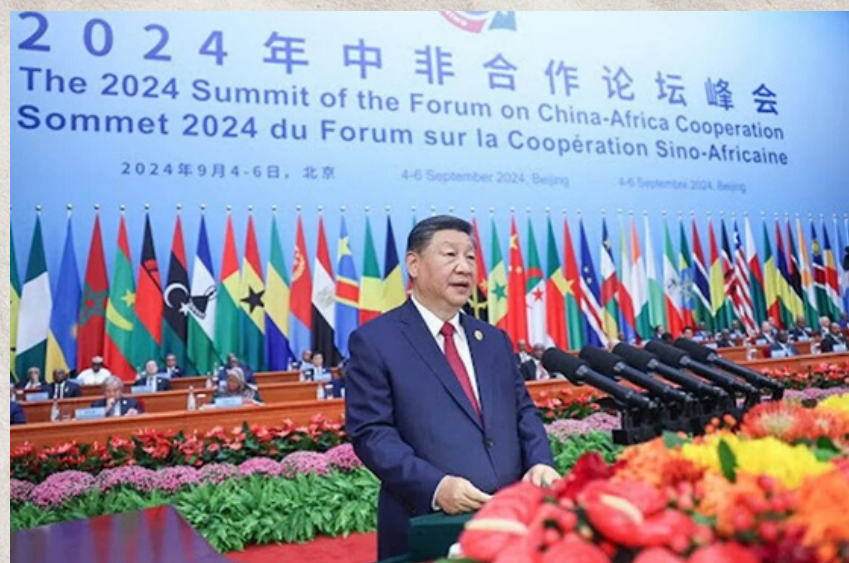
L'e-commerce au Maroc : Un Marché en Pleine Expansion



CMI lance la solution de paiement "Tap to mobile" avec Visa



Chine : Xi Jinping, 50 milliards de dollars pour l'Afrique et un million d'emplois promis



## ÉDITO

# Freelances Marocains, besoin d'un Statut Juridique et Fiscal Spécifique



L'essor des plateformes de micros-services telles que 5euros, Upwork, ou Fiverr a créé une nouvelle dynamique économique pour les freelances marocains. Ces travailleurs indépendants, en fournissant des services à une clientèle internationale, rapportent des devises précieuses au Maroc.

Pourtant, ils opèrent souvent dans un flou juridique et fiscal, ce qui limite leur potentiel et freine une contribution plus importante à l'économie nationale. Il est temps de plaider pour un statut juridique et fiscal spécifique qui reconnaisse et soutienne ces freelances.

### **Pour un Statut Juridique et Fiscal Spécifique : Reconnaître les Freelances Marocains sur les Plateformes de Microservices**

Actuellement, les freelances marocains présents sur ces plateformes se trouvent dans une situation complexe.

Bien qu'ils génèrent des revenus en devises, ils n'ont pas de cadre clair pour déclarer ces revenus, ni pour bénéficier des protections et avantages sociaux associés à une activité professionnelle formelle.

Cette situation crée une incertitude, à la fois pour les freelances eux-mêmes et pour l'administration fiscale.

# Freelances Marocains, besoin d'un Statut Juridique et Fiscal Spécifique

D'un côté, les freelances peuvent hésiter à déclarer leurs revenus par crainte de charges fiscales élevées ou d'une régulation mal adaptée à leur mode de travail. De l'autre, l'État ne bénéficie pas pleinement de cette nouvelle source de revenu fiscal. De plus, l'absence de statut officiel empêche ces travailleurs de bénéficier d'avantages sociaux tels que la couverture santé, la retraite, ou l'accès à des financements pour développer leur activité.

## **Pourquoi un Statut Spécifique est Nécessaire**

Les freelances qui opèrent sur des plateformes internationales rapportent des devises au Maroc, contribuant ainsi à l'économie nationale. Un statut spécifique reconnaîtrait officiellement cette contribution et permettrait de mieux intégrer cette activité dans le tissu économique national.

Un régime fiscal spécifique, avec des taux adaptés et des processus simplifiés, encouragerait la déclaration volontaire des revenus. Cela permettrait non seulement d'élargir la base fiscale mais aussi de stabiliser les finances personnelles des freelances.

En formalisant leur statut, les freelances pourraient accéder à une protection sociale, comprenant l'assurance santé, la retraite, et des droits liés au travail. Cela améliorerait leur qualité de vie et leur sécurité financière, tout en réduisant leur précarité.

En reconnaissant officiellement ces activités, le Maroc pourrait stimuler l'entrepreneuriat et l'innovation. Les freelances, souvent jeunes et dynamiques, pourraient jouer un rôle clé dans l'économie numérique émergente du pays.

## **Propositions pour un Nouveau Cadre :**

**Un registre officiel permettrait de suivre et de soutenir les freelances, tout en facilitant leur intégration dans le système fiscal et social.**

**Proposer un régime fiscal avec des taux réduits et un système de déclaration simplifié, proportionnel aux revenus générés. Ce régime pourrait inclure des incitations fiscales pour les freelances qui réinvestissent dans leur activité.**

**Mettre en place des mécanismes pour permettre aux freelances d'accéder à la sécurité sociale, à des programmes de retraite, et à des assurances.**

**Organiser des campagnes de sensibilisation et des formations pour informer les freelances sur leurs droits, leurs obligations, et les avantages d'un statut formel.**

L'intégration des freelances marocains opérant sur des plateformes de micros-services dans un cadre juridique et fiscal spécifique est non seulement une nécessité mais aussi une opportunité. En reconnaissant et en soutenant officiellement ces travailleurs, le Maroc peut non seulement augmenter ses recettes fiscales mais aussi renforcer la protection sociale, encourager l'innovation, et dynamiser son économie numérique. Il est temps de transformer cette réalité émergente en une force économique pleinement reconnue et soutenue.



# LA WEB TV ECO & ECO

REGARDER L'ODJ WEB TV EN LIVE STREAMING  
24H/7J AVEC REDIFFUSION EN VOD !



LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE,  
POUR UN AVENIR DURABLE !

**+150.000**  
Télespectateurs / mois

**+20**  
émissions

**+500**  
épisodes



SCAN ME!

# Une lecture nuancée de la croissance économique régionale au Maroc en 2022

**En 2022, le Maroc a connu une croissance économique modeste, marquée par un produit intérieur brut (PIB) en volume de 1 296 milliards de dirhams (DH), soit une progression de seulement 1,5 % par rapport à 2021. Aux prix courants, le PIB a atteint 1 330,5 milliards de DH, avec une hausse de 4,2 %. Derrière ces chiffres globaux se cachent des dynamiques régionales contrastées qui méritent d'être examinées sous un angle à la fois critique et nuancé.**

Des disparités régionales prononcées et des Indicateurs Positifs et des Potentiels de Croissance

D'un point de vue critique, l'année 2022 met en lumière des disparités économiques importantes entre les régions marocaines. Alors que certaines régions ont affiché des performances économiques relativement solides, d'autres ont connu des contractions préoccupantes. Par exemple, les régions de Béni Mellal-Khénifra et Fès-Meknès ont enregistré des décroissances de -4,7 % et -1,9 % respectivement, ce qui indique un recul économique significatif. De plus, la croissance de Casablanca-Settat, moteur économique traditionnel du pays, a été presque stagnante à 0,2 %, ce qui pourrait refléter des problèmes structurels plus profonds dans la région.

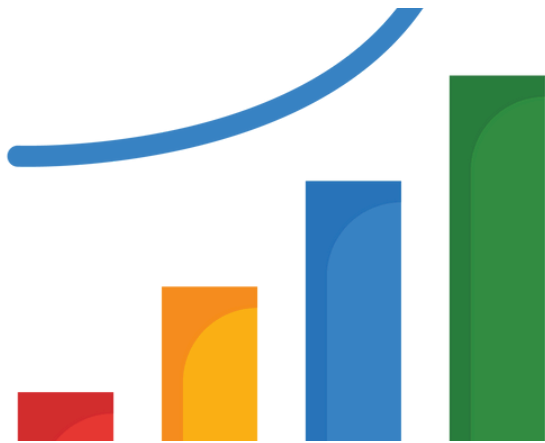
En termes de création de richesse, une concentration excessive reste palpable. Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra, et Tanger-Tétouan-Al Hoceima continuent de dominer, contribuant à elles seules à près de 58 % du PIB national en valeur. À l'inverse, des régions comme Drâa-Tafilalet et les trois régions du sud peinent à dépasser une contribution combinée de 7,9 %. Cette concentration de la richesse économique est révélatrice d'un développement déséquilibré et met en évidence une absence d'infrastructures et d'opportunités dans les régions moins développées.



Les disparités dans les dépenses de consommation finale des ménages accentuent cette image d'inégalité. Près des deux tiers des dépenses des ménages sont concentrés dans quatre régions, alors que des régions comme Dakhla-Oued Ed-Dahab et Guelmim-Oued Noun enregistrent des niveaux de consommation par habitant relativement faibles. Cette répartition inégale des dépenses reflète non seulement les différences de revenu, mais aussi l'accès inégal aux services et aux biens essentiels.

Malgré ces critiques, plusieurs éléments positifs méritent d'être soulignés. Tout d'abord, la croissance dans certaines régions a été significative, dépassant de loin la moyenne nationale. La région de Souss-Massa, par exemple, a enregistré une croissance impressionnante de 7,5 %, tandis que Rabat-Salé-Kénitra et Marrakech-Safi ont connu des croissances respectives de 5,2 % et 4,6 %. Ces performances régionales indiquent une diversification économique en cours, avec des régions qui parviennent à se démarquer grâce à des investissements ciblés et à une meilleure utilisation des ressources locales.

# Une lecture nuancée de la croissance économique régionale au Maroc en 2022



Les régions à forte croissance ont souvent bénéficié de projets d'infrastructure et de politiques de développement régional, ce qui montre que les investissements publics peuvent stimuler la croissance locale. Par exemple, Rabat-Salé-Kénitra, grâce à son positionnement stratégique et à des politiques urbaines proactives, a réussi à attirer des investissements dans les secteurs des services et de l'industrie, ce qui a contribué à sa croissance soutenue.

Par ailleurs, les secteurs tertiaires (services) continuent de jouer un rôle dominant dans l'économie nationale, représentant 54,6 % du PIB. Cette forte contribution du secteur des services, particulièrement dans les régions comme Rabat-Salé-Kénitra et Marrakech-Safi, montre que l'économie marocaine est en train de se transformer vers des activités à plus forte valeur ajoutée, ce qui est un signe positif de modernisation économique.

Les régions à forte croissance ont souvent bénéficié de projets d'infrastructure et de politiques de développement régional, ce qui montre que les investissements publics peuvent stimuler la croissance locale. Par exemple, Rabat-Salé-Kénitra, grâce à son positionnement stratégique et à des politiques urbaines proactives, a réussi à attirer des investissements dans les secteurs des services et de l'industrie, ce qui a contribué à sa croissance soutenue.

Par ailleurs, les secteurs tertiaires (services) continuent de jouer un rôle dominant dans l'économie nationale, représentant 54,6 % du PIB. Cette forte contribution du secteur des services, particulièrement dans les régions comme Rabat-Salé-Kénitra et Marrakech-Safi, montre que l'économie marocaine est en train de se transformer vers des activités à plus forte valeur ajoutée, ce qui est un signe positif de modernisation économique.





**ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE**

# **RGPH 2024**

## **VOUS ÊTES COMBIEN À LA MAISON ?**



**ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE**

# L'e-commerce au Maroc : Un Marché en Pleine Expansion



Au Maroc, l'e-commerce s'affirme comme une composante dynamique et essentielle de l'économie nationale, suivant la tendance mondiale de croissance rapide du commerce électronique. En 2024, il dépasse largement le cadre d'un simple canal de vente en ligne pour devenir un espace d'innovation et d'interaction entre les marques et les consommateurs. Autrefois limité aux achats de biens de consommation sur des plateformes traditionnelles, l'e-commerce marocain s'enrichit aujourd'hui de nouvelles formes de commerce, telles que le social commerce, le live shopping, et même le commerce dans le métaverse. Ces évolutions témoignent d'une profonde transformation du paysage commercial au Maroc, favorisant des échanges plus interactifs, immersifs, et personnalisés.

L'e-commerce au Maroc a connu une croissance exponentielle ces dernières années, propulsée par plusieurs facteurs clés spécifiques au pays. L'adoption rapide des technologies numériques, notamment l'augmentation de la pénétration des smartphones et l'amélioration de la connectivité Internet, ont permis à une large partie de la population d'accéder plus facilement aux plateformes de vente en ligne. En parallèle, la pandémie de COVID-19 a joué un rôle catalyseur, accélérant la transition vers le digital dans un contexte où les consommateurs ont été contraints de recourir aux achats en ligne face aux restrictions de mobilité et à la fermeture des magasins physiques.

En conséquence, les ventes en ligne au Maroc ont atteint des niveaux sans précédent, avec une part croissante dans le total des ventes au détail. Cette expansion s'observe non seulement dans les grandes villes comme Casablanca, Rabat, et Marrakech, où les infrastructures numériques sont bien développées, mais aussi dans les zones rurales, grâce à l'amélioration de l'accès aux services Internet mobiles et à l'adoption généralisée des paiements mobiles.

En 2024, l'e-commerce au Maroc se diversifie bien au-delà des simples transactions d'achat, offrant une expérience d'achat plus immersive et engageante pour les consommateurs marocains. Les marques locales et internationales cherchent à créer des environnements interactifs où les consommateurs peuvent découvrir et interagir avec les produits de manière innovante.

# L'e-commerce au Maroc : Un Marché en Pleine Expansion

**Social Commerce au Maroc :** Les réseaux sociaux comme Facebook, Instagram, et TikTok se sont transformés en véritables plateformes de vente pour le marché marocain, où les consommateurs peuvent découvrir des produits, interagir avec des marques locales et internationales, et effectuer des achats directement via l'application. Ce modèle de social commerce est particulièrement pertinent au Maroc, où l'influence sociale et les recommandations jouent un rôle crucial dans les décisions d'achat. Le contenu généré par les utilisateurs et le marketing d'influence permettent aux marques de stimuler les ventes de manière authentique et organique, tout en renforçant leur présence numérique.

**Live Shopping au Maroc :** Le live shopping, ou achats en direct, gagne également en popularité au Maroc. Les marques utilisent des vidéos en direct animées par des influenceurs marocains ou des experts locaux pour présenter leurs produits de manière interactive et en temps réel. Les consommateurs peuvent poser des questions, obtenir des démonstrations de produits, et acheter immédiatement, créant ainsi un sentiment de communauté et d'urgence qui dynamise les ventes. Ce format convient parfaitement à la culture marocaine de convivialité et d'échange, tout en apportant une touche moderne aux pratiques commerciales traditionnelles.

**Commerce dans le Métaverse au Maroc :** L'intégration de l'e-commerce dans le métaverse commence également à émerger au Maroc, bien qu'il s'agisse encore d'une tendance naissante. Les marques avant-gardistes investissent dans des expériences immersives, telles que des boutiques virtuelles et des essais numériques de produits, pour capter l'attention des jeunes consommateurs technophiles marocains. Cette approche ouvre une nouvelle dimension d'engagement client, permettant aux entreprises de se démarquer dans un marché de plus en plus compétitif.

L'e-commerce au Maroc en 2024 se distingue par une personnalisation accrue de l'expérience client. En utilisant les données clients, l'intelligence artificielle (IA), et le machine learning, les plateformes d'e-commerce locales sont capables d'offrir des recommandations de produits pertinentes, des expériences de navigation sur mesure, et des campagnes marketing ciblées. Cette personnalisation dépasse les simples interfaces en ligne pour inclure des interactions directes sur les réseaux sociaux, des offres exclusives, et des messages personnalisés adaptés aux besoins spécifiques des consommateurs marocains.

Les innovations technologiques jouent également un rôle central dans cette transformation. Les marques marocaines adoptent des technologies comme la réalité augmentée (AR) pour permettre aux consommateurs d'essayer virtuellement des produits, tandis que les assistants vocaux commencent à être utilisés pour guider les achats en ligne. Ces innovations renforcent l'engagement des clients et créent des expériences d'achat uniques et captivantes, alignées sur les attentes d'une clientèle de plus en plus exigeante et connectée.



# L'e-commerce au Maroc : Un Marché en Pleine Expansion



L'e-commerce au Maroc s'intègre de plus en plus dans un écosystème numérique national où les frontières entre commerce en ligne et commerce physique deviennent floues. Les stratégies omnicanales, combinant des canaux numériques et physiques pour offrir une expérience d'achat cohérente, sont en train de devenir la norme. Les entreprises marocaines, des grandes enseignes aux petites startups, cherchent à optimiser chaque point de contact avec les consommateurs, qu'il s'agisse de sites web, d'applications mobiles, de réseaux sociaux, ou de magasins physiques.



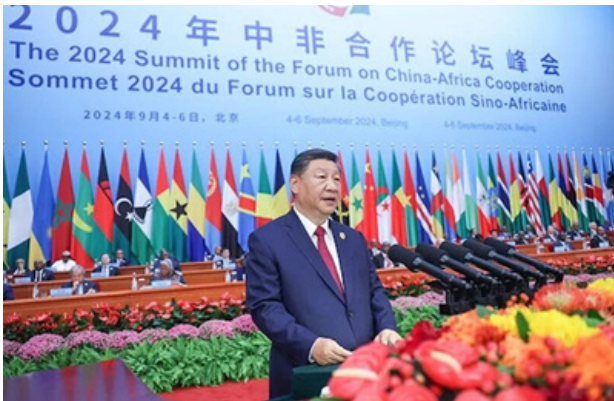
Parallèlement, le commerce en ligne marocain s'étend à de nouveaux marchés géographiques au-delà des frontières nationales, notamment en Afrique francophone, en Europe, et dans le Moyen-Orient, où l'amélioration des infrastructures logistiques et l'augmentation de la pénétration mobile ouvrent de nouvelles opportunités de croissance pour les entreprises marocaines.



En 2024, l'e-commerce au Maroc est bien plus qu'un simple canal de vente en ligne. Il est devenu un moteur d'innovation et de croissance qui redéfinit la manière dont les consommateurs interagissent avec les marques. En intégrant des technologies de pointe, en s'ouvrant à de nouvelles formes de commerce, et en créant des expériences d'achat personnalisées et immersives, l'e-commerce marocain continue de façonner l'avenir du commerce dans le pays. Il marque une transformation majeure dans les habitudes de consommation et les relations entre les entreprises marocaines et leurs clients, tout en jouant un rôle clé dans l'économie nationale et régionale.



# Chine : Xi Jinping, 50 milliards de dollars pour l'Afrique et un million d'emplois promis



Lors du Forum de coopération sino-africaine qui se tient à Pékin, le président chinois Xi Jinping a annoncé ce 5 septembre une nouvelle vague de soutien financier à destination des pays africains.

S'élevant à 50,7 milliards de dollars sur trois ans, cette aide vise à consolider les partenariats dans des secteurs clés tels que l'industrie, l'agriculture, les infrastructures et le commerce.

Dans son discours, Xi Jinping a mis l'accent sur la création d'au moins un million d'emplois en Afrique, soulignant que la Chine reste un allié majeur pour le développement du continent. En parallèle, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a insisté sur l'importance de la coopération sino-africaine dans le domaine des énergies renouvelables, un secteur stratégique pour l'avenir.

La Chine, déjà premier partenaire commercial de l'Afrique, continue d'investir massivement dans les infrastructures, malgré une réduction notable de ses prêts ces dernières années.

Toutefois, des interrogations subsistent quant à l'endettement croissant des pays africains envers Pékin, à un moment où la concurrence internationale, notamment avec les États-Unis, s'intensifie sur ce continent riche en ressources naturelles.

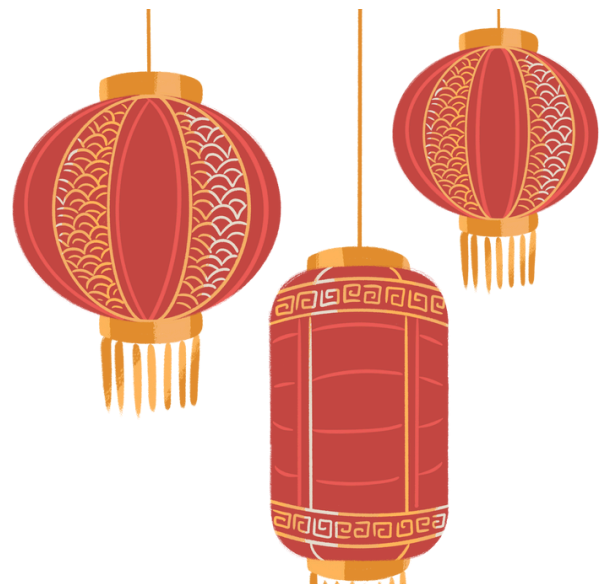
**Au premier semestre 2024, la Chine a consolidé sa position de premier partenaire commercial de l'Afrique, avec des échanges commerciaux avoisinant les 152 milliards d'euros.**

Cette performance remarquable reflète l'intensité croissante des relations économiques sino-africaines, nourries par des accords bilatéraux, des investissements stratégiques et une coopération accrue dans des secteurs clés tels que les infrastructures, l'énergie et les technologies de l'information.

L'Afrique est devenue un terrain d'expansion privilégié pour les entreprises chinoises, attirées par un potentiel de croissance économique significatif et des ressources naturelles abondantes.

En retour, les pays africains bénéficient de financements, de technologies et d'opportunités commerciales vitales pour leur développement.

Cette dynamique renforce la dépendance économique du continent envers Pékin, soulevant toutefois des questions sur l'équilibre des rapports de force et la durabilité d'un modèle basé sur des échanges asymétriques.





# غسل و قيس

# CMI lance la solution de paiement "Tap to mobile" avec Visa

**Le Centre Monétique Interbancaire (CMI) lance pour la première fois au Maroc, en partenariat avec Visa, la solution de paiement Soft POS "Tap to mobile", permettant aux commerçants d'accepter les paiements directement via leur smartphone. Cette innovation majeure s'accompagne de la généralisation de la dématérialisation des reçus de paiement, dans une perspective de transformation digitale de tous ses services de paiement et de protection de l'environnement.**



Une avancée technologique significative pour le paiement électronique au Maroc est en marche grâce au lancement par le CMI de la solution de paiement Soft POS.

Cette nouvelle technologie transforme les smartphones et les tablettes Android équipés de NFC (Near Field Communication) en terminaux de point de vente basés sur le logiciel Soft POS du CMI, sans contact et sans nécessiter de matériel ou d'infrastructure supplémentaire.

Grâce à "Tap to mobile", les porteurs de cartes bancaires ou de wallets, locaux ou internationaux, peuvent effectuer leurs paiements en approchant simplement leur carte ou leur dispositif mobile (téléphone, smartwatch, ...) des smartphones ou tablettes des commerçants dotés de l'application de paiement sécurisée Soft POS fournie par le CMI et profiter d'une expérience de paiement simple, rapide et sécurisée.

Outre le déploiement de cette innovation majeure, le CMI, conscient de sa responsabilité environnementale, dématérialise également les reçus de paiement existants. Une décision capitale destinée à promouvoir des pratiques de paiement plus durables.

L'entrée en exploitation de Soft POS au Maroc et la dématérialisation des reçus de paiement interviennent dans un contexte de maturité du marché du paiement. En 2023, les paiements sans contact ont représenté 53,3 % de l'ensemble des transactions.

Un chiffre qui s'explique par le fait que, sur les 20 millions de cartes émises par les banques marocaines, 16 millions sont des cartes sans contact.





[www.pressplus.ma](http://www.pressplus.ma)



## LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%  
FREE



**Pressplus** est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire plus des centaines de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME





# À Matignon, c'est le choc des générations !

D'un côté, Gabriel Attal, le jeunot de service, fraîchement débarqué, qui avait fait ses premiers pas comme le plus jeune Premier ministre français, à peine sorti de l'œuf politique.

De l'autre, on trouve Jean-Michel Batnier, promu en secret, à qui l'on décerne sans préavis le titre de plus vieux Premier ministre jamais nommé

À Matignon, on hésite encore : qui va prendre le dessus ? Le dynamisme ou l'expérience ?



## **Le centre "Code 212" de l'Université Ibn Tofail : Un modèle de réforme numérique en milieu académique**

Selon le ministre de l'Enseignement Supérieur, Abdellatif Miraoui, la création de centres similaires dans toutes les universités nationales est envisagée pour généraliser l'acquisition de compétences numériques chez les étudiants, quelle que soit leur spécialité.

**Dans le cadre de la rentrée universitaire 2024-2025, l'Université Ibn Tofail (UIT) de Kénitra a inauguré le centre "Code 212", une initiative qui se distingue par son approche innovante en matière de renforcement de l'offre académique et pédagogique. Ce projet s'inscrit dans une dynamique de réforme de l'enseignement supérieur pilotée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, conformément au Plan d'Action pour le Changement et la Transformation de l'Enseignement Supérieur (PACTE ESRI 2030).**

La création du centre "Code 212" s'inscrit dans une vision stratégique visant à promouvoir et renforcer les compétences numériques au sein des universités marocaines. Cette initiative, qui fait partie d'un réseau national d'écoles spécialisées, a pour objectif de doter les étudiants des savoirs et savoir-faire nécessaires à leur intégration rapide et réussie sur le marché du travail. Dans un monde où les compétences numériques deviennent incontournables, le "Code 212" offre un espace hybride et multidisciplinaire permettant aux étudiants de se former dans des domaines d'avenir tels que le codage, la programmation, les mégadonnées, la robotique, l'Internet des objets (IoT) et l'intelligence artificielle.

### **Mais qu'apporte réellement ce centre, et comment se positionne-t-il dans le paysage universitaire marocain actuel ?**

Le centre "Code 212" propose aux étudiants un environnement moderne et interactif où ils peuvent acquérir des compétences pluridisciplinaires. Les espaces sont équipés des dernières technologies et conçus pour accueillir des activités variées : intelligence artificielle, robotique, coworking, codage, etc. L'idée est de permettre aux étudiants d'apprendre par la pratique dans un contexte collaboratif et stimulant. Ce modèle d'apprentissage repose sur des méthodes pédagogiques innovantes telles que le "learning by doing" (apprendre en faisant) et le "peer learning" (apprentissage par les pairs), favorisant ainsi l'émergence de jeunes talents dans les métiers du numérique.

# Le centre "Code 212" de l'Université Ibn Tofail : Un modèle de réforme numérique en milieu académique

Cependant, il convient de se demander si ces initiatives sont suffisantes pour répondre aux besoins grandissants du marché marocain et international. La demande de compétences numériques évolue rapidement, et il est crucial que le système éducatif s'adapte en conséquence.

En effet, l'évolution constante des technologies impose une adaptation continue des programmes universitaires. "Toutes les spécialités subissent des changements annuels dus notamment à l'introduction de nouvelles technologies, d'où la nécessité d'une bonne maîtrise des NTIC pour permettre aux étudiants de relever ces défis", a-t-il souligné.

Cependant, cette ambition se heurte à des obstacles. Comment garantir que ces centres disposeront des ressources nécessaires pour fonctionner efficacement ? Quelle sera l'implication des géants de la technologie dans la formation de ces étudiants ? Ces questions sont essentielles pour comprendre si cette réforme pourra atteindre ses objectifs à long terme.

## Vers une Digitalisation Généralisée de l'Enseignement

Le centre "Code 212" reflète également une volonté plus large de digitaliser l'enseignement supérieur. Le ministère a déjà initié la digitalisation des inscriptions universitaires pour simplifier l'accès aux étudiants et moderniser les processus administratifs. Mohamed Larbi Kerkeb, président de l'UIT de Kénitra, a rappelé que cette initiative vise à démocratiser l'accès à des disciplines de pointe comme l'intelligence artificielle, la programmation et la robotique. Pour lui, "ce centre est l'un des maillons clés pour la promotion de la digitalisation au sein des universités marocaines."

Pour autant, la digitalisation ne doit pas se limiter à l'infrastructure technologique. Elle doit également inclure une refonte des programmes pédagogiques pour intégrer les nouvelles compétences requises par le marché du travail. Les universités doivent donc adopter une approche plus proactive pour anticiper les futurs besoins du marché et préparer les étudiants aux défis de demain.

Enjeux et Perspectives : Le Temps de l'Interrogation

L'initiative "Code 212" marque un pas important vers l'adaptation de l'enseignement supérieur marocain aux exigences du XXI<sup>e</sup> siècle. Toutefois, plusieurs interrogations subsistent : les universités marocaines pourront-elles réellement suivre le rythme effréné des évolutions technologiques ? Les infrastructures et le personnel enseignant sont-ils suffisamment préparés à cette transformation ?

**Enrichir la réflexion sur l'avenir de l'éducation numérique au Maroc nécessite de considérer ces questions sous un angle critique et d'encourager un débat ouvert sur les meilleurs moyens de préparer les étudiants à un monde en constante mutation.**



## PAIEMENTS EN LIGNE : UN COMBAT JURIDIQUE AUX PORTES DU CONSEIL

Décision imminente du Conseil de la concurrence sur le différend NAPS-CM  
Le Conseil de la concurrence du Maroc se prépare à trancher dans le différend entre NAPS et le Centre Monétaire Interbancaire (CMI), concernant des accusations d'abus de position dominante.

NAPS accuse le CMI de pratiques anticoncurrentielles qui freinent l'innovation et limitent l'accès au marché des paiements en ligne. Cette décision pourrait transformer l'écosystème numérique marocain en favorisant une plus grande concurrence et en diversifiant les services disponibles.

Les banques pourraient aussi être appelées à améliorer la transparence et l'équité dans le traitement des nouveaux entrants sur ce marché en expansion.

## Les ménages marocains montrent un intérêt croissant pour la diversification de leurs placements financiers.

Selon le dernier rapport de Bank Al-Maghrib (BAM), les investissements en actions, obligations et parts d'Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) ont progressé de 11,4 % en 2023, atteignant près de 71 milliards de dirhams.

Cette tendance traduit une volonté de maximiser les rendements et de se protéger contre l'inflation. Alors que l'épargne traditionnelle reste une valeur sûre, de plus en plus de Marocains se tournent vers des instruments de marché de capitaux pour optimiser leurs finances personnelles. Ce phénomène témoigne également d'une confiance accrue dans les mécanismes financiers nationaux.

## Les enjeux du prochain round du dialogue social entre le gouvernement et les syndicats se profilent comme un défi majeur pour l'avenir socio-économique du Maroc.

En septembre, l'exécutif dévoilera les grandes lignes de la loi de finances 2025, en réponse à une série de revendications sociales : augmentation des salaires des fonctionnaires, hausse des pensions de retraite, et révision de la grille de l'impôt sur le revenu.

Les syndicats, qui attendent des actions concrètes depuis un certain temps, sont prêts à intensifier leur mobilisation si leurs demandes ne sont pas satisfaites. De son côté, le gouvernement doit jongler entre les contraintes budgétaires et la pression populaire.



## **Chiffre de la semaine**

# **1,55 milliard de dollars**

**Une bonne connexion  
entre Rabat et Madrid.**

**D'après l'Observatoire de la complexité économique du MIT, les câbles isolés sont le produit numéro un que le Maroc exporte vers l'Espagne, atteignant 1,55 milliard de dollars, soit 18,2 % des exportations marocaines vers Madrid.**

**Cette donnée surprenante montre que Rabat joue désormais dans la cour des grands en matière de technologie et d'industrie. Adieu les clichés, bienvenue à la high-tech marocaine. Derrière ces câbles, il y a toute une stratégie économique qui vise à positionner le Royaume comme un acteur incontournable dans le domaine des infrastructures électriques en Europe.**



## **Stellantis choisit l'Égypte pour produire le Jeep Grand Cherokee L**

**c'est dommage !**



**Stellantis, le géant automobile, renforce son empreinte en Égypte en lançant la production locale du Jeep Grand Cherokee L, un modèle emblématique qui incarne l'alliance entre robustesse et modernité. Ce lancement s'inscrit dans le cadre de la vision ambitieuse « Dare Forward 2030 », qui vise à positionner le groupe comme un acteur majeur sur le marché régional.**

### **Un tournant stratégique :**

Stellantis choisit l'Égypte pour produire le Jeep Grand Cherokee L. La production a démarré à l'usine Arab American Vehicles (AAV), en collaboration avec l'Organisation Arabe pour l'Industrialisation, soulignant ainsi l'importance croissante de l'Égypte pour le constructeur.

Alors que le Maroc s'est affirmé comme un leader dans l'industrie automobile en Afrique du Nord, Stellantis a opté pour l'Égypte, marquant une volonté stratégique de diversifier ses sites de production. Samir Cherfan, directeur des opérations pour la région Moyen-Orient et Afrique, décrit cette initiative comme un « tournant stratégique » qui vise à renforcer la part de marché du groupe à plus de 22 % d'ici 2030. La décision de produire localement témoigne non seulement de la confiance dans le potentiel industriel égyptien, mais également d'une réponse aux besoins spécifiques du marché.

Le Jeep Grand Cherokee L, avec son moteur V6 de 290 chevaux et sa transmission automatique à 8 rapports, est conçu pour offrir confort et sécurité, avec plus de 110 fonctionnalités dédiées. Cette initiative ne se limite pas à la production : elle favorise également la création d'emplois et le transfert de compétences, contribuant ainsi au développement économique de l'Égypte. En choisissant de produire ce modèle phare en Égypte, Stellantis affirme son engagement envers le pays et sa volonté de s'intégrer durablement dans le paysage automobile régional.



# صبن وقيس



**Parution du livre  
"Un maçon Made  
in Morocco" de  
Mamoune Acharki**

**Parution du livre  
"L'ESCALATOR DE  
L'ENFER" de  
Mamadou Bilaly  
Coulibaly**

